

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

30 mai 2012

PROJET DE LOI

**portant des dispositions diverses en matière
de communications électroniques**

AMENDEMENTS

N° 74 DE M. **PETER DEDECKER ET CONSORTS**

Art. 4

Remplacer le 2° par ce qui suit:

“2° le § 2 est abrogé”.

JUSTIFICATION

Le présent amendement limite la possibilité, pour le gouvernement, de suspendre des décisions de l'IBPT. L'indépendance de l'IBPT est exigée explicitement par les directives européennes. Le Conseil d'État a déjà formulé une observation sans équivoque à cet égard.

Au cours de la discussion en commission de l'Infrastructure, le ministre a souligné qu'il convenait de maintenir la possibilité de suspendre certaines décisions, en dehors de la régulation économique. Il s'est également senti conforté par l'avis du Conseil d'État dans son intention de ne pas abroger purement et simplement l'article 15.

Documents précédents:

Doc 53 **2143/ (2011/2012)**:
001: Projet de loi
002 et 003: Amendements.

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

30 mei 2012

WETSONTWERP

**houdende diverse bepalingen inzake
elektronische communicatie**

AMENDEMENTEN

Nr. 74 VAN DE HEER **PETER DEDECKER c.s.**

Art. 4

Punt 2° vervangen als volgt:

“2° paragraaf 2 wordt opgeheven”.

VERANTWOORDING

Dit amendement beperkt de mogelijkheid voor de ministerraad om beslissingen van het BIPT te schorsen. De onafhankelijkheid van het BIPT wordt uitdrukkelijk vereist door de Europese richtlijnen. De Raad van State maakte hierover reeds een duidelijke opmerking.

Tijdens de besprekingen in de Commissie Infrastructuur wees de minister erop dat een zekere mogelijkheid moet blijven bestaan om bepaalde beslissingen, buiten de economische regulering, te schorsen. Hij voelde zich eveneens gesterkt in het advies van de Raad van State om artikel 15 niet zomaar op te heffen.

Voorgaande documenten:

Doc 53 **2143/ (2011/2012)**:
001: Wetsontwerp.
002 en 003: Amendementen.

Dans la pratique, la proposition à l'examen ne limite cependant pas la possibilité de suspension par le Conseil des ministres. Bien que le § 1^{er} prévoit que la suspension n'est pas possible pour les "décisions relatives à la régulation économique et aux litiges entre opérateurs", l'alinéa 2 modifie, dans la loi, le paragraphe en question et prévoit la possibilité de "prévoir d'autres exceptions par arrêté délibéré en Conseil des ministres".

Concrètement, cette disposition réduit naturellement à néant les restrictions prévues au § 1^{er}. En l'espèce, c'est le Conseil des ministres qui décide de s'autoriser à prévoir des exceptions et donc à suspendre n'importe quelle décision. Il s'agit d'une politisation absolue de la régulation économique, que réprouverait catégoriquement tout économiste digne de ce nom, ainsi que la Commission européenne.

Adopter sans modification cet article du projet de loi, c'est comme demander à la Commission européenne de citer notre pays devant la Cour européenne de justice. Un véritable affront pour notre pays, et un exemple de l'irresponsabilité de ce gouvernement: ce sont probablement ses successeurs qui devront se justifier devant la Cour. Après nous le déluge.

N° 75 DE M. PETER DEDECKER ET CONSORTS

Art. 49

Remplacer cet article par ce qui suit:

"Art. 49. L'article 74 de la même loi, en ce compris l'intitulé "Section 3. De la composante sociale du service universel.", est abrogé."

JUSTIFICATION

Nous sommes convaincus qu'il n'est plus nécessaire d'imposer un tarif social obligatoire et que cette obligation pourrait même être néfaste pour les catégories visées de bénéficiaires, ainsi que pour les autres consommateurs. Actuellement, certains opérateurs proposent en effet déjà des formules plus avantageuses que les tarifs sociaux de l'opérateur historique et offrent également volontairement des réductions sociales. Néanmoins, 92 % des bénéficiaires visés disposent d'un plan tarifaire auprès de l'opérateur historique, ce qui indique que les consommateurs sont moins mobiles dans ce segment du marché, bien qu'il existe même des opérateurs qui se profilent explicitement sur ce segment du marché. Les tarifs sociaux constituent dès lors en l'espèce un facteur de distorsion du marché, étant donné qu'ils incitent les consommateurs à rester chez leur opérateur (historique) familier et à ne pas faire suffisamment jouer le marché.

Cette large implémentation des tarifs sociaux fait d'ailleurs de notre pays une exception dans l'Union européenne. Seuls les Pays-Bas, l'Espagne, l'Italie, la France et le Royaume-Uni connaissent une telle implémentation, quoique moins large, avec seulement des réductions sur l'abonnement et les frais

In het voorstel dat voorligt, wordt de mogelijkheid tot schorsen door de ministerraad in de praktijk echter niet beperkt. Paragraaf 1 stelt weliswaar dat schorsing niet kan voor "de besluiten betreffende economische regulering en geschillen tussen operatoren". Het 2e lid wijzigt de betreffende paragraaf in de wet echter en voorziet de mogelijkheid om "bij een in Ministerraad overlegd besluit [...] andere uitzonderingen [te] voorzien".

In de praktijk komt dit er natuurlijk op neer dat de beperkingen van de eerste paragraaf van geen tel zijn. Het is in deze de ministerraad die beslist om zichzelf de toestemming te geven om uitzonderingen te voorzien en dus eender welk besluit te schorsen. Dit is een 100 % politisering van de economische regulering waar elke weldenkende econoom alsook de Europese Commissie allergisch voor zijn.

Dit artikel van het wetsontwerp ongewijzigd goedkeuren, komt neer op een verzoek tot dagvaarding van ons land door de Europese Commissie voor het Europees Hof van Justitie. Een ware blamage voor ons land, en een toonbeeld van de onverantwoordelijke houding van deze regering: het zullen wellicht de opvolgers zijn die het zullen mogen uitleggen voor het Hof. *Après nous le déluge.*

Nr. 75 VAN DE HEER PETER DEDECKER c.s.

Art. 49

Dit artikel vervangen als volgt:

"Art. 49. Artikel 74 van dezelfde wet, inclusief het opschrift "afdeling 3" wordt opgeheven."

VERANTWOORDING

De indieners van dit amendement zijn ervan overtuigd dat er niet langer noodzaak is aan verplicht opgelegd sociaal tarief en dat verplichting zelfs nefast zou kunnen zijn voor de bedoelde categorieën van begunstigen, alsook de andere consumenten. Vandaag bieden bepaalde operatoren immers reeds formules aan die goedkoper zijn dan de sociale tarieven van de historische operator, en bieden deze tevens vrijwillig sociale kortingen aan. Niettemin hebben 92 % van de bedoelde begunstigen een tariefplan bij de historische operator. Dit geeft aan dat de consumenten in dit segment van de markt minder mobiel zijn, ondanks het feit dat er zelfs operatoren zijn die zich expliciet op dit marktsegment profileren. Sociale tarieven zijn in deze dan ook een marktverstoring element aangezien deze de consumenten ertoe aanzetten bij hun vertrouwde (historische) operator te blijven en de marktonvoldoende te laten spelen.

Ons land is overigens een uitzondering in de Europese Unie met deze verregaande implementatie van de sociale tarieven. Enkel Nederland, Spanje, Italië, Frankrijk en het Verenigd Koninkrijk kennen dergelijke implementatie, doch minder verregaand, met enkel kortingen op het abonnementsgeld en

d'installation et pas sur les frais de communication. Les Pays-Bas autorisent même une compensation de la réduction octroyée sur l'abonnement par un tarif d'appel plus élevé. De telles formules (incluant même l'abonnement gratuit) sont déjà proposées par le marché en Belgique. À l'étranger, les réductions sont en outre proposées à une part relative beaucoup plus petite de la population, allant de 0,6 % à 1 % de la population¹, et ce, alors que la Belgique compte 396 000 bénéficiaires sur 11 millions d'habitants, ce qui représente 3,5 % de la population, soit 4 fois plus de personnes bénéficiant de surcroît d'une réduction beaucoup plus importante.

De plus, nous craignons que l'application obligatoire des réductions sociales sur tous les tarifs ne rende les tarifs les plus bas — qui se situent souvent en-dessous du prix des tarifs sociaux d'autres prestataires — non rentables, ce qui entraînera leur suppression par les opérateurs. De ce fait, les tarifs les plus bas disparaîtront purement et simplement, tant pour les clients sociaux que pour tous les autres. Tout donc sauf une mesure sociale.

On notera d'ailleurs que le projet de loi à l'examen prévoit explicitement (*cf.* article 19) que l'IBPT n'impose des obligations de réglementation ex ante que lorsqu'il n'y a pas de concurrence efficace et durable, et suspend ou supprime celles-ci dès que cette condition est satisfaite. Avec la disposition en projet, le législateur va lui-même totalement à l'encontre de ce principe en imposant lui-même des obligations qui sont déjà offertes par le marché.

N° 76 DE M. PETER DEDECKER ET CONSORTS

Art. 49

Remplacer l'article 74 proposé par ce qui suit:

“Art. 74. § 1^{er}. La composante sociale du service universel consiste en la fourniture, par les opérateurs mentionnés aux § 2 et 3 offrant un service téléphonique accessible au public aux consommateurs, de conditions tarifaires particulières à certaines catégories de bénéficiaires.

Les catégories de bénéficiaires et les conditions tarifaires visées à l'alinéa 1^{er}, ainsi que les procédures d'obtention desdites conditions tarifaires sont définies en annexe.

¹ L'Italie impose une réduction de 50 % sur le prix de l'abonnement au service téléphonique fixe; l'Espagne impose une réduction de 95 % sur le prix de l'abonnement et 70 % sur l'installation en faveur de 400 000 personnes sur une population de 40 millions d'habitants (soit 1 %); la France octroie un avantage de 9,5 euros sur l'abonnement au service téléphonique fixe en faveur de 379 000 bénéficiaires sur 62 millions d'habitants (soit 0,6 %); l'Angleterre octroie des tarifs avantageux à environ 1 150 000 personnes sur 48 millions d'habitants environ (soit 2 %).

de installatiekosten en niet op de gesprekskosten. Nederland laat zelfs toe de toegekende korting op het abonnementsgeld te compenseren in een hoger beltarief. Dergelijke formules (met zelfs gratis abonnement) worden in België reeds door de markt aangeboden. De kortingen worden in het buitenland bovendien op een relatief veel kleiner deel van de bevolking aangeboden, gaande van 0,6 % tot 1 % van de bevolking¹. Dit terwijl BE: 386 000 begunstigden kent op 11 miljoen inwoners, wat neerkomt op 3,5 % van de bevolking of 4x meer mensen met bovendien een veel grotere korting.

Bovendien vrezen de indieners dat door de verplichte toepassing van de sociale kortingen op alle tarieven, de laagste tarieven — die nu dikwijls onder de prijs van de sociale tarieven van andere aanbieders liggen — *de facto* onrendabel waardoor operatoren deze zullen afschaffen. Hierdoor zullen deze laagste tarieven simpelweg verdwijnen, voor zowel de sociale klanten als alle anderen. Allesbehalve een sociale maatregel dus.

Er dient trouwens op gewezen te worden dat het besproken wetsontwerp expliciet bepaalt (*cf.* artikel 19) dat het BIPT regelgevende verplichtingen ex ante uitsluitend oplegt daar waar geen effectieve en duurzame concurrentie is en het de verplichtingen opheft van zodra er wel aan die voorwaarde is voldaan. Met de huidige bepaling gaat de wetgever zelf regelrecht in tegen dit principe door zelf verplichtingen op te leggen die reeds door de markt aangeboden worden.

Nr. 76 VAN DE HEER PETER DEDECKER c.s.

Art. 49

Het voorgestelde artikel 74 vervangen als volgt:

“Art. 74. § 1. Het sociale element van de universele dienst bestaat uit de levering aan sommige categorieën van begunstigden van bijzondere tariefvoorwaarden door de operatoren vermeld in de paragrafen 2 en 3 die een openbare telefoondienst aanbieden aan consumenten.

De in het eerste lid bedoelde categorieën van begunstigden en tariefvoorwaarden, alsook de werkwijzen om de voormelde tariefvoorwaarden te krijgen, worden bepaald in de bijlage.

¹ Italië legt een reductie op van 50% op de abonnementsprijs van de vaste telefoondienst; Spanje legt een reductie op van 95% op de abonnementsprijs en 70% op de installatie ten voordele van 400 000 personen op een bevolking van 40 mio (of 1%); Frankrijk kent een voordeel toe van 9,5€ op het abonnement van de vaste telefoondienst ten gunste van 379 000 begunstigden op 62 mio inwoners (of 0.6%); Engeland kent goedkopere tariefschema's toe aan ongeveer 1 150 000 personen op ongeveer 48 mio inwoners (2%).

§ 2. L'Institut organise une étude de marché à laquelle les opérateurs peuvent réagir en proposant d'offrir volontairement la composante sociale du service universel mentionnée au § 1^{er} sans prétendre à une quelconque compensation financière.

§ 3. Pour les villes et communes du Royaume pour lesquelles la procédure visée au § 1^{er} n'a pas généré d'offre volontaire, l'IBPT lance une procédure ouverte de désignation d'un opérateur qui offre la composante sociale du service universel mentionnée au § 1^{er} moyennant la compensation financière la plus basse.

§ 4. Le Roi fixe les modalités de transfert des bénéficiaires d'un opérateur qui n'a pas réagi à la procédure visée à l'alinéa 1^{er} en présentant une offre volontaire ou qui a été sélectionné dans les communes concernées selon la procédure visée au § 2, vers un opérateur qui l'a fait ou qui a été sélectionné selon la procédure visée au § 3.

§ 5. L'intervention financière résultant de la procédure prévue au § 3 est versée par un fonds géré par l'Institut. Les paiements effectués par ce fonds sont financés par tous les opérateurs qui offrent un service téléphonique accessible au public au prorata du chiffre d'affaires portant sur les services téléphoniques accessibles au public de ces opérateurs."

JUSTIFICATION

Le présent amendement doit être lu conjointement avec l'amendement des mêmes auteurs qui porte sur la composante sociale du service universel et il ne sera déposé que si l'amendement précédent ne recueille pas une majorité.

Le présent amendement implique que les opérateurs, après un appel ouvert de l'IBPT, choisissent eux-mêmes d'offrir un tarif social sans recevoir de compensation. Ces tarifs sont en effet rentables, comme le montre le fait que beaucoup d'opérateurs l'offrent dès à présent spontanément, ou pratiquent des tarifs qui sont inférieurs aux tarifs sociaux de la concurrence. Dans les régions où une telle offre spontanée ne se manifeste pas, un appel d'offre peut ensuite être lancé, procédure au terme de laquelle seul le moins-disant est retenu et voit ses coûts compensés. Grâce à cette méthode, les calculs complexes de l'IBPT deviennent superflus, la concurrence est stimulée et nos prix ne peuvent que baisser pour tout le monde, également pour ceux qui ne peuvent prétendre au tarif social. Les membres de "Platform" se sont déjà engagés à offrir spontanément ces tarifs.

§ 2. Het Instituut houdt een marktbevraging waarop operatoren kunnen reageren met het aanbod vrijwillig het in paragraaf 1 vermelde sociale element van de universele dienst te willen aanbieden zonder aanspraak te maken op enige financiële tegemoetkoming.

§ 3. Voor steden en gemeenten in het Rijk waarvoor de procedure uit § 1 geen vrijwillig aanbod opleverde, lanceert het BIPT een open procedure voor aanwijzing van een operator die het in paragraaf 1 vermelde sociale element van de universele dienst aanbiedt tegen de laagste financiële tegemoetkoming.

§ 4. De Koning legt de nadere regels vast voor overdracht van de begunstigen van een operator die niet met een vrijwillig aanbod op de in het eerste lid beoogde procedure reageerde of in de betrokken gemeenten geselecteerd werd volgens de procedure in paragraaf 2, naar een operator die dit wel deed of geselecteerd werd via de procedure in paragraaf 3.

§ 5. De financiële tegemoetkoming resulterend uit de procedure in paragraaf 3 wordt verstrekt door een door het Instituut beheerd fonds. De door dit fonds verrichte betalingen worden gefinancierd door alle operatoren die een openbare telefoondienst aanbieden à rato van de omzet met betrekking tot de openbare telefoondiensten van deze operatoren."

VERANTWOORDING

Dit amendement dient samen te worden gelezen met het amendement van dezelfde indieners betreffende het sociaal element van de universele dienstverlening en wordt pas voorgelegd indien voorgaand amendement geen meerderheid haalt.

Dit amendement houdt in dat operatoren er, na een open oproep door het BIPT, zelf voor opteren om een sociaal tarief aan te bieden zonder hiervoor gecompenseerd te worden. Die tarieven zijn immers rendabel, zoals blijkt uit het feit dat vele operatoren deze vandaag reeds spontaan aanbieden, of tarieven hanteren die lagere liggen dan de sociale tarieven van de concurrentie. In regio's waar er geen dergelijk spontaan aanbod ontstaat, kan vervolgens een openbare aanbesteding worden uitgeschreven, waarbij enkel de laagste bieder weerhouden blijft en de kosten gecompenseerd krijgt. Dergelijke manier maakt complexe berekeningen door BIPT overbodig, zwengelt de concurrentie aan en kan onze prijzen alleen maar doen dalen voor iedereen, ook voor wie niet in aanmerking komt voor het sociaal tarief. De leden van "Platform" hebben reeds het engagement geuit deze tarieven spontaan te zullen aanbieden.

N° 77 DE M. PETER DEDECKER ET CONSORTS

Art. 51

Remplacer cet article par ce qui suit:

“Art. 51. Dans la même loi, la section 4 du chapitre 1^{er} du titre 4, en ce compris les articles 75 à 78, est abrogée.”

JUSTIFICATION

Le nombre de cabines téléphoniques a déjà fortement diminué en Belgique au cours de ces dernières années. Le dernier seuil minimum fixé par l'article 23 de l'annexe à la loi est de 2 000 cabines téléphoniques publiques pour un taux de pénétration du service téléphonique mobile de 95 %. Or, ce taux de pénétration est déjà largement dépassé. Il atteint actuellement plus de 100 %².

Cela signifie que la téléphonie vocale est disponible à grande échelle. Rien ne justifie dès lors de continuer à imposer le maintien d'un nombre minimum de cabines téléphoniques. Les cabines téléphoniques encore existantes sont du reste très peu utilisées et elles sont très coûteuses en termes d'entretien et de réparations consécutives à des actes de vandalisme. Il s'indiquerait donc d'abroger ces dispositions afin de simplifier considérablement le système, comme cela a également été le cas aux Pays-Bas.

Il va de soi que les opérateurs sont libres de maintenir leurs propres cabines téléphoniques si celles-ci sont rentables, par exemple parce qu'elle se situent dans des zones très fréquentées ou génèrent de par leur présence une plus-value en termes de marketing.

L'article 6 de la directive “service universel” prévoit qu'un État membre doit pouvoir décider de ne pas imposer d'obligation de proposer des cabines téléphoniques publiques s'il a l'assurance que des services comparables sont largement accessibles — ce dont nous sommes convaincus.

N° 78 DE M. PETER DEDECKER ET CONSORTS

Art. 65

Dans le 1°, insérer un point h/1 rédigé comme suit:

“h/1. il est inséré un i) rédigé comme suit:

“i) le cas échéant, la mention explicite “ceci est un contrat réel, auquel ne sont pas applicables les dispositions en matière de protection de la consommation,

² D'après le rapport économique 2009 DE l'IBPT, ce taux serait de 107,1 %.

Nr. 77 VAN DE HEER PETER DEDECKER c.s.

Art. 51

Dit artikel als volgt vervangen:

“Art. 51. In dezelfde wet wordt afdeling 4 van hoofdstuk 1 van titel 4 met inbegrip van de artikelen 75 tot met 78 opgeheven.”

VERANTWOORDING

Het aantal telefooncellen is in ons land de voorbije jaren al sterk gedaald. De laatste minimumdrempel in artikel 23 van de bijlage bij de wet is 2000 telefooncellen bij een mobiele penetratiegraad van 95 %. Deze grensperatratiegraad is reeds ruimschoots overschreden en bedraagt thans meer dan 100 %².

Spraaktelefonie is aldus op ruime schaal beschikbaar en is er dan ook geen reden meer om een minimum aantal verplicht te behouden telefooncellen op te leggen. De huidige overblijvende telefooncellen worden overigens nauwelijks gebruikt en kosten handenvol geld aan onderhoud en reparaties door vandalisme. Laat ons dan ook deze bepalingen afschaffen en aldus drastisch vereenvoudigen, zoals dat inmiddels ook in Nederland het geval geweest is.

Uiteraard staat het de operatoren vrij om eigen telefooncellen te behouden indien deze rendabel zijn, bijvoorbeeld op drukke locaties of door de marketingwaarde die de aanwezigheid van de telefooncellen in het straatbeeld hebben.

Artikel 6 van de USO Richtlijn bepaalt dat een lidstaat moet kunnen besluiten van de verplichting tot het aanbieden van openbare telefooncellen af te zien indien er wordt geoordeeld dat vergelijkende diensten op ruime schaal beschikbaar zijn, waarvan de ondertekenaars van dit amendement overtuigd zijn.

Nr. 78 VAN DE HEER PETER DEDECKER c.s.

Art. 65

In punt 1°, een punt h/1 invoegen, luidende:

“h/1. Een bepaling onder i wordt ingevoegd, luidende:

“i) in voorkomend geval, de expliciete vermelding ‘dit is een zakelijk contract waarop de bepalingen inzake consumentenbescherming, in het bijzonder de

² 107,1% volgens het economisch rapport van het BIPT van 2009.

en particulier la possibilité de résiliation gratuite après 6 mois”, dans la plus grande police de caractères utilisée, deux lignes maximum au-dessus de l’endroit prévu pour la signature de l’abonné, ainsi que, dans le cas inverse, la mention explicite “les dispositions de la loi du 13 juin 2005 en matière de protection de la consommation sont applicables au présent contrat”.

JUSTIFICATION

À de nombreux endroits, le projet de loi établit une distinction entre, d’une part, “les consommateurs et les abonnés qui ne possèdent pas plus de cinq numéros” et, d’autre part, les autres abonnés et utilisateurs finals. Il est parfaitement louable de prévoir une protection identique pour les petits indépendants et pour les consommateurs. Leur position de négociation n’est en effet pas beaucoup plus enviable que celle des consommateurs ordinaires. L’établissement d’une distinction selon le nombre de numéros, en revanche, est relativement arbitraire et risque de poser un certain nombre de difficultés, surtout au sein d’organisations dont le cadre du personnel fluctue. Il semble par conséquent plus juste de maintenir la distinction entre consommateurs et abonnés, tels que les définit la loi, ces derniers pouvant également être des clients professionnels, et d’informer et d’avertir suffisamment les personnes concernées. Le présent amendement prévoit d’insérer une mention en ce sens, et il doit dès lors être lu conjointement avec les autres amendements qui tendent à supprimer l’expression “ou un abonné qui ne possède pas plus de cinq numéros”.

N° 79 DE M. PETER DEDECKER ET CONSORTS

Art. 72

Dans l’article 111/3, § 3, alinéa 2, proposé, supprimer les mots “ou un abonné qui ne possède pas plus de cinq numéros d’appel”.

JUSTIFICATION

Le critère des “cinq numéros” a été choisi de manière totalement arbitraire. Il complique considérablement la tâche des opérateurs et des abonnés, qui ont beaucoup de mal à déterminer quelles sont les dispositions applicables. Cette situation peut devenir ingérable, certainement en cas d’activation/de désactivation flexible de numéros, ou lorsqu’il s’agit d’indépendants confrontés à des fluctuations de personnel, ou encore dans d’autres situations. Le présent amendement doit dès lors être lu conjointement avec l’amendement à l’article 65, qui tend à mieux informer les abonnés qui ne relèvent pas du champ d’application des dispositions complémentaires en matière de protection des consommateurs.

mogelijkheid tot kosteloze opzeg na 6 maanden, niet van toepassing zijn’ in het grootst gebruikte lettertype maximum twee regels boven de plaats voorzien voor de handtekening door de abonnee, alsook, in het omgekeerde geval, de expliciete vermelding ‘op dit contract zijn de bepalingen inzake consumentenbescherming van de wet van 13 juni 2005 van toepassing”.

VERANTWOORDING

Het wetsontwerp maakt op veel plaatsen een onderscheid tussen “consumenten en abonnees die over niet meer dan vijf nummers beschikken” enerzijds, en andere abonnees en eindgebruikers anderzijds. Het is zonder meer lovenswaardig dat voor kleine zelfstandigen eenzelfde bescherming bestaat als voor consumenten. Hun onderhandelingspositie is immers niet significant beter dan die van gewone consumenten. Het onderscheid van de vijf nummers is echter behoorlijk arbitrair en schept heel wat mogelijkheden tot problemen, zeker in organisaties met een wisselend personeelsbestand. Het lijkt daarom correcter om het onderscheid tussen consumenten en abonnees, zoals gedefinieerd in de wet en waarbij deze laatste ook professionele klanten kunnen zijn, te handhaven en de betrokkenen afdoende te informeren en te waarschuwen. Dit amendement voorziet in een dergelijke vermelding en dient dan ook samen te worden gelezen met andere amendementen ter schrapping van de notie “of een abonnee die over niet meer dan vijf nummers beschikt”.

Nr. 79 VAN DE HEER PETER DEDECKER c.s.

Art. 72

In het voorgestelde artikel 111/3, § 3, tweede lid, de woorden “of een abonnee die over niet meer dan vijf nummers beschikt” doen vervallen.

VERANTWOORDING

Het criterium van “vijf nummers” is heel arbitrair gekozen en maakt het voor zowel operatoren als abonnees bijzonder moeilijk om te weten welke bepalingen van toepassing zijn. Zeker in geval van flexibele (de)activatie van nummers, zelfstandigen met personeelsverloop of in andere situaties kan dit onbeheersbaar worden. Dit amendement dient dan ook samen gelezen te worden met het amendement op artikel 65 dat de abonnees die niet onder de bijkomende bepalingen inzake consumentenbescherming vallen, beter te informeren.

N° 80 DE M. PETER DEDECKER ET CONSORTS

Art. 68/1 (nouveau)

Insérer un article 68/1 rédigé comme suit:

“Art. 68/1. Dans la même loi, il est inséré un article 110/2 rédigé comme suit:

“Art. 110/2. Sur demande, les utilisateurs finals peuvent obtenir gratuitement, sur le site internet de l’opérateur, un relevé détaillé des prestations fournies par facture au cours de l’année qui précède la date de la consultation, sous un format électronique ouvert et interprétable automatiquement, établi par l’Institut en concertation avec les opérateurs.”

JUSTIFICATION

Le présent amendement tend à faciliter le choix d’un plan tarifaire correspondant au profil de consommation de l’utilisateur final en lui octroyant le droit d’obtenir un relevé des frais exposés auprès de l’opérateur actuel dans un format (anonymisé) électronique et modulable automatiquement.

Cela permet à tous les opérateurs et à toutes les tierces parties (comme, notamment, les associations de consommateurs ou les sites internet d’initiative privée) d’élaborer des modules de comparaison (simulateurs de tarifs) en ligne, où le consommateur peut télécharger son profil (ou cliquer sur un lien pour y accéder) afin de comparer automatiquement, de manière rapide et efficace, le coût de sa propre consommation dans les différents plans tarifaires et de choisir un contrat optimal.

Afin de garantir une certaine stabilité, les modalités de ce format (un fichier XML ou CSV, par exemple) sont fixées par l’IBPT sur proposition des opérateurs.

N° 81 DE M. PETER DEDECKER ET CONSORTS

Art. 110

Remplacer cet article par ce qui suit:

“Art. 110. L’article 23 de l’annexe de la même loi est abrogé.”

JUSTIFICATION

Le nombre de cabines téléphoniques a déjà fortement diminué en Belgique au cours de ces dernières années. Le dernier seuil minimum fixé par l’article 23 de l’annexe à la loi est de 2 000 cabines téléphoniques publiques pour un taux

Nr. 80 VAN DE HEER PETER DEDECKER c.s.

Art. 68/1 (nieuw)

Een artikel 68/1 invoegen, luidende:

“Art. 68/1. In dezelfde wet wordt een artikel 110/2 ingevoegd, luidende:

“Art. 110/2. De eindgebruikers kunnen op verzoek, gratis, via de website van de operator, een gedetailleerd overzicht van de geleverde prestaties per factuur bekomen, voor een voorbije periode van één jaar tot datum, in een door het Instituut in overleg met de operatoren vastgelegd open en automatisch interpreteerbaar elektronisch formaat.”

VERANTWOORDING

Dit amendement poogt de keuze van een op het eigen verbruiksprofiel afgestemd tariefplan te vergemakkelijken door de eindgebruikers het recht te geven op een overzicht van de gemaakte kosten bij de huidige operator in een (geanonimiseerd) elektronisch en automatisch verwerkbaar formaat.

Hierdoor wordt het voor alle operatoren en derde partijen (zoals ondermeer consumentenorganisaties of websites op particulier initiatief) mogelijk om on-line vergelijkingsmodules (tariefsimulators) te bouwen, waar de consument zijn/haar profiel eenvoudig kan uploaden (of ophalen via een link) om zo op een snelle en efficiënte manier de kostprijs van het eigen verbruik in de verschillende tariefplannen automatisch te vergelijken en een optimaal contract te kiezen.

Het concreet formaat (bijvoorbeeld een XML- of CSV-bestand) wordt, op voorstel van de operatoren, vastgelegd door het BIPT om een zekere stabiliteit te garanderen.

Nr. 81 VAN DE HEER PETER DEDECKER c.s.

Art. 110

Dit artikel als volgt vervangen:

“Art. 110. Artikel 23 van de bijlage wordt opgeheven.”

VERANTWOORDING

Het aantal telefooncellen is in ons land de voorbije jaren al sterk gedaald. De laatste minimumdrempel in artikel 23 van de bijlage bij de wet is 2000 telefooncellen bij een mobiele penetratiegraad van 95 %. Deze grenспенetratiegraad is

de pénétration du service téléphonique mobile de 95 %. Or, ce taux de pénétration est déjà largement dépassé. Il atteint actuellement plus de 100 %³.

Cela signifie que la téléphonie vocale est disponible à grande échelle. Rien ne justifie dès lors de continuer à imposer le maintien d'un nombre minimum de cabines téléphoniques. Les cabines téléphoniques encore existantes sont du reste très peu utilisées et elles sont très coûteuses en termes d'entretien et de réparations consécutives à des actes de vandalisme. Il s'indiquerait donc d'abroger ces dispositions afin de simplifier considérablement le système, comme cela a également été le cas aux Pays-Bas.

Il va de soi que les opérateurs sont libres de maintenir leurs propres cabines téléphoniques si celles-ci sont rentables, par exemple parce qu'elle se situent dans des zones très fréquentées ou génèrent de par leur présence une plus-value en termes de marketing.

L'article 6 de la directive "service universel" prévoit qu'un État membre doit pouvoir décider de ne pas imposer d'obligation de proposer des cabines téléphoniques publiques s'il a l'assurance que des services comparables sont largement accessibles — ce dont nous sommes convaincus.

N° 82 DE M. **BALCAEN**

Art. 85

À l'article 121/4 proposé, apporter les modifications suivantes:

1° compléter le § 1^{er}, 1°, par les mots "c'est-à-dire adaptés à leur handicap";

2° au § 2, in fine remplacer les mots "accès aux services d'urgence équivalent à celui dont bénéficient les autres utilisateurs finals" par les mots "accès garanti aux services d'urgence grâce à des moyens techniques adaptés à leurs handicap".

JUSTIFICATION

Cet amendement suit les recommandations de la Fédération Francophone des Sourds de Belgique et introduit dans la loi une terminologie plus correcte.

Ronny BALCAEN (Ecolo-Groen)

³ 107,1 % selon le rapport économique 2009 de l'IBPT .

reeds ruimschoots overschreden en bedraagt thans meer dan 100 %³.

Spraaktelefonie is aldus op ruime schaal beschikbaar en is er dan ook geen reden meer om een minimum aantal verplicht te behouden telefooncellen op te leggen. De huidige overblijvende telefooncellen worden overigens nauwelijks gebruikt en kosten handenvol geld aan onderhoud en reparaties door vandalisme. Laat ons dan ook deze bepalingen afschaffen en aldus drastisch vereenvoudigen, zoals dat inmiddels ook in Nederland het geval geweest is.

Uiteraard staat het de operatoren vrij om eigen telefooncellen te behouden indien deze rendabel zijn, bijvoorbeeld op drukke locaties of door de marketingwaarde die de aanwezigheid van de telefooncellen in het straatbeeld hebben.

Artikel 6 van de USO Richtlijn voorziet dat een lidstaat moet kunnen besluiten van de verplichting tot het aanbieden van openbare telefooncellen af te zien indien er wordt geoordeeld dat vergelijkende diensten op ruime schaal beschikbaar zijn, waarvan de ondertekenaars van dit amendement overtuigd zijn.

Peter DEDECKER (N-VA)
Minneke DE RIDDER (N-VA)
Bert WOLLANTS (N-VA)

Nr. 82 VAN DE HEER **BALCAEN**

Art. 85

Aan het ontworpen artikel 121/4 de volgende wijzigingen aanbrengen:

1° paragraaf 1, 1°, aanvullen met de woorden "dat wil zeggen, aangepast aan hun handicap";

2° in fine van § 2, de woorden "de toegang voor eindgebruikers met een handicap tot nooddiensten gelijkwaardig is aan die van andere eindgebruikers" vervangen door de woorden "eindgebruikers met een handicap dankzij aan hun handicaps aangepaste technische middelen een gewaarborgde toegang hebben tot de nooddiensten".

VERANTWOORDING

Dit amendement gaat in op de aanbevelingen van de *Fédération Francophone des Sourds de Belgique* en zorgt voor een correcter terminologiegebruik in de wet.

³ 107,1% volgens het economisch rapport van het BIPT van 2009.

N° 83 DE M. GEERTS ET CONSORTS

Art. 4

Remplacer le 1° par ce qui suit:

“1° dans le § 1^{er}, les mots “dont le Roi détermine la liste par arrêté délibéré en Conseil des ministres” sont remplacés par les mots “à l’exception des décisions relatives à la régulation du marché ex ante et aux litiges entre opérateurs”.

JUSTIFICATION

Cohérence avec le texte français.

N° 84 DE M. GEERTS ET CONSORTS

Art. 4

Remplacer le 2° par ce qui suit:

“2° dans le § 2, les mots “le Roi fixe les modalités des procédures décrites au présent article” sont remplacés par les mots “le Roi peut prévoir d’autres exceptions”.

JUSTIFICATION

Adaptation technique.

N° 85 DE M. GEERTS ET CONSORTS

Art. 126

Remplacer les mots “le premier jour du neuvième mois qui suit l’expiration s’un délai de dix jours prenant cours le jour suivant la publication de la présente loi au *Moniteur belge*” **par les mots** “le 1^{er} octobre 2012”.

JUSTIFICATION

Depuis les travaux sur le projet de loi, plus d’un an s’est déjà écoulé, de sorte que les opérateurs ont pu se préparer

Nr. 83 VAN DE HEER GEERTS c.s.

Art. 4

Punt 1° vervangen als volgt:

“1° in § 1 worden de woorden “waarvan de Koning bij een in de ministerraad overlegd besluit, de lijst bepaalt en” vervangen door de woorden “uitgezonderd de besluiten betreffende marktregulering ex ante en geschillen tussen de operatoren”.

VERANTWOORDING

Coherentie met de Franse tekst.

Nr. 84 VAN DE HEER GEERTS c.s.

Art. 4

Punt 2° vervangen als volgt:

“2° in § 2 worden de woorden “stelt de Koning de nadere regels vast voor de in dit artikel beschreven procedures” vervangen door de woorden ‘kan de koning andere uitzonderingen vastleggen’.

VERANTWOORDING

Technische aanpassing.

Nr. 85 VAN DE HEER GEERTS c.s.

Art. 126

De woorden “de eerste dag van de negende maand na afloop van een termijn van tien dagen te rekenen van de dag volgend op de bekendmaking van deze wet in het *Belgisch Staatsblad*” **vervangen door de woorden** “op 1 oktober 2012”.

VERANTWOORDING

Sinds de werkzaamheden over dit wetsontwerp is inmiddels meer dan een jaar verstreken, zodat de operatoren zich

entre-temps. Un délai de mise en œuvre jusqu'au premier octobre est toutefois nécessaire en vue d'effectuer certaines adaptations techniques.

N° 86 DE M. VEYS

Art. 6/1 (*nouveau*)

Insérer un article 6/1 rédigé comme suit:

“Art. 6/1. Dans l'article 17, § 2, de la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges, le dernier alinéa est abrogé.

L'arrêté royal du 16 novembre 2009 portant modification de l'arrêté royal du 11 janvier 2007 fixant le statut administratif du personnel de l'Institut belge des Services postaux et des Télécommunications et de l'arrêté royal du 11 janvier 2007 portant statut pécuniaire du personnel de l'Institut belge des Services postaux et des Télécommunications est abrogé.”

JUSTIFICATION

Le présent amendement tend à faire en sorte que le conseil d'administration de l'IBPT soit composé de la manière la plus indépendante et la plus dépolitisée possible et donc à ne plus faire siéger les titulaires de mission particulière au Conseil. L'arrêté royal du 16 novembre 2009, qui a créé la fonction de titulaire d'une mission particulière, doit être abrogé.

À l'automne 2009, Vincent van Quickenborne, alors ministre pour l'Entreprise et la Simplification, a annoncé avec fierté que le nouveau conseil d'administration de l'IBPT avait pour la première fois été composé de manière indépendante et dépolitisée et que l'avis d'un jury indépendant avait été suivi en la matière.

Peu de temps après, un nouvel arrêté royal instaurant au sein de l'IBPT une nouvelle fonction, à savoir celle de “titulaire d'une mission particulière”, a subitement été publié. Ces titulaires d'une mission particulière peuvent assister aux réunions du conseil d'administration de l'IBPT avec voix consultative et ils gagnent presque autant que les membres élus du conseil. Seules les personnes ayant déjà siégé au conseil de l'Institut entrent en ligne de compte pour cette fonction.

intussen hebben kunnen voorbereiden. Een uitstel van de inwerkingtreding tot 1 oktober is nodig om sommige informatica aanpassingen te kunnen uitvoeren.

David GEERTS (sp.a)
Jef VAN DEN BERGH (CD&V)
Sabien LAHAYE-BATTHEU (Open Vld)
Karine LALIEUX (PS)
Valérie DE BUE (MR)
Christophe BASTIN (cdH)

Nr. 86 VAN DE HEER VEYS

Art. 6/1 (*nieuw*)

Een artikel 6/1 invoegen, luidende:

“Art. 6/1. In artikel 17, § 2, van de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector, wordt het laatste lid opgeheven.

Het koninklijk besluit van 20 november 2009 tot wijziging van het koninklijk besluit van 11 januari 2007 tot vaststelling van het administratief statuut van de personeelsleden van het Belgisch instituut voor Postdiensten en telecommunicatie en van het koninklijk besluit van 11 januari 2007 tot bepaling van het geldelijk statuut van het personeel van het Belgisch instituut voor Postdiensten en telecommunicatie wordt opgeheven.”

VERANTWOORDING

Dit amendement stekt ertoe de raad van bestuur van het BIPT zo onafhankelijk en zo gedepolitiséerd mogelijk samen te stellen en aldus de bijzondere opdrachthouders niet langer zitting te laten hebben in de raad. Het KB van 20 november 2009, dat de functie van bijzondere opdrachthouder instelde, dient te vervallen.

In het najaar van 2009 kondigde toenmalig minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen, Vincent van Quickenborne, trots aan dat de nieuwe raad van bestuur van het BIPT voor het eerst onafhankelijk en niet politiek benoemd was en dat het advies van een onafhankelijke jury was gevolgd.

Niet veel later verscheen er plots een nieuw KB dat een nieuwe functie instelde bij het BIPT, namelijk die van “Bijzondere opdrachthouders”. Deze opdrachthouders kunnen de vergaderingen van de raad van bestuur bijwonen met raadgevende stem en verdienen bijna evenveel als de verkozen raadsleden. Enkel personen die eerder al zetelden in de raad van het instituut komen in aanmerking voor de functie.

En d'autres termes, on a introduit la possibilité de réintégrer au sein du conseil d'anciens membres de cet organe, qui avaient presque tous bénéficié d'une nomination politique. L'indépendance du conseil est dès lors compromise, et cette décision a réduit à néant la dépolitisation obtenue en suivant l'avis d'un jury indépendant.

Le présent amendement tend à supprimer la fonction de titulaire d'une mission particulière.

N° 87 DE M. VEYS

(sous-amendement à l'amendement n° 44)

Art. 90/1 (*nouveau*)

Supprimer l'article 90/1, 2°, proposé.

JUSTIFICATION

Le versement des amendes administratives dans les caisses de l'État réduit l'autonomie financière de la Commission d'éthique pour les télécommunications. Nous proposons de rétablir la situation actuelle, dans laquelle le produit des amendes revient à la Commission.

N° 88 DE M. PETER DEDECKER ET CONSORTS

Art. 14

Dans le 17°, dans le 29/1° proposé, supprimer le mot "enterrée".

JUSTIFICATION

Les gaines ne sont pas nécessairement enterées. Elles peuvent également être installées de manière apparente. C'est par exemple le cas le long des chemins de fer ou dans les immeubles à appartements.

De mogelijkheid werd met andere woorden geschapen om ex-raadsleden die bijna allemaal politiek werden benoemd, terug in de raad te loodsen. De onafhankelijkheid van de raad komt zo in gevaar en depolitisering, die eerder werd doorgevoerd door het advies te volgen van een onafhankelijke jury werd met deze beslissing ongedaan gemaakt.

Dit amendement beoogt de afschaffing van de functie van bijzondere opdrachthouder.

Nr. 87 VAN DE HEER VEYS

(subamendement op amendement nr. 44)

Art. 90/1 (*nieuw*)

Het voorgestelde artikel 90/1, 2°, doen vervallen.

VERANTWOORDING

De administratieve geldboeten doorstorten aan de staatskas vermindert de financiële autonomie van de Ethische commissie voor telecommunicatie. De opheffing herstelt de huidige situatie waarbij geldboeten gewoon toekomen aan de commissie.

Tanguy VEYS (VB)

Nr. 88 VAN DE HEER PETER DEDECKER c.s.

Art. 14

In punt 17°, in het voorgestelde punt 29/1°, het woord "ingegraven" doen vervallen.

VERANTWOORDING

Kabelgoten zijn niet noodzakelijk ingegraven. Zij kunnen ook bestaan uit opbouwelementen, zoals bijvoorbeeld te vinden langs de spoorlijnen of in flatgebouwen.

Peter DEDECKER (N-VA)
 Minneke DE RIDDER (N-VA)
 Jef VAN DEN BERGH (N-VA)
 David GEERTS (sp.a)
 Sabien LAHAYE-BATTHEU (Open Vld)
 Karine LALIEUX (PS)

N° 89 DE M. BALCAEN

(sous-amendement à l'amendement n° 82)

Art. 85

Remplacer le point 2° par les mots suivants:

“2° compléter le § 2 par les mots suivants:

“grâce à des moyens techniques adaptés à leur handicap”.”

Ronny BALCAEN (Ecolo-Groen)

Nr. 89 VAN DE HEER BALCAEN

(subamendement op amendement nr. 82)

Art. 85

Het 2° vervangen door de woorden:

“2° paragraaf 2 aanvullen als volgt:

“dankzij aan hun handicaps aangepaste technische middelen”.”